

# 1920-2010 : Fêter un 90ème anniversaire ou reprendre la réflexion syndicale ?

En septembre 1920, le congrès d'Orléans de la CGT est marqué par la création des Comités Syndicalistes Révolutionnaires. Une tendance est officiellement créée dans la CGT afin d'impulser le débat interne et de redonner à la CGT son orientation révolutionnaire et son fonctionnement fédéraliste. Un Comité Central des CSR a été élu, il comprend des militants très influents Monatte, Semard, Berrar, Racamond, Bouet,... Plusieurs dizaines de milliers de militants syndicaux rejoignent les CSR en quelques mois. Des militants, par la suite très connus, vont faire leurs premiers pas au sein des CSR : Monmousseau, Frachon, Thorez, Duclos, Tillon, Marrane, Gosnat...

La tendance impulse les grèves de 1920-1921, organise la lutte anti-militariste, la campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti, les grèves de solidarité avec la Révolution russe... Les CSR donnent leur adhésion à l'Internationale Communiste dès septembre 1920, amenant avec eux plus de mille syndicats CGT acquis à la stratégie révolutionnaire. En décembre 1921, les syndicalistes révolutionnaires sont redevenus majoritaires dans la CGT.

Il faut attendre décembre 1920 pour que le très réformiste PS-SFIO décide, au congrès de Tours, son adhésion à l'Internationale Communiste. Mais, pendant plusieurs années, c'est l'organisation syndicale qui demeure le fer de lance du mouvement révolutionnaire français, profondément ancrée dans le prolétariat. Comme le montre la lecture de *L'Humanité* de l'époque, le parti est condamné à commenter le combat anti-capitaliste, comme observateur.

Les dirigeants de l'Internationale Communiste ne sont pas dupes et c'est Lénine lui même qui demande en 1923 à Monmousseau, Monatte et Semard de prendre le contrôle du PC français. En deux ans, le PC va être totalement renouvelé en ce qui concerne sa composition interne. La sensibilité sociale-démocrate quitte le parti et Semard devient secrétaire général du Parti.

Les syndicalistes révolutionnaires viennent donc de créer un parti de type nouveau, un parti composé et dirigé par des syndicalistes. Il le restera pendant des décennies, ce qui remet en cause la théorie de la soit disant « *courroie de transmission* » entre le parti et le syndicat. Car si il y a eu une domination de l'un sur l'autre, c'est bel et bien la tendance syndicale de la CGT qui oriente désormais le parti. Le PC est animé, à tous les niveaux, par les anciens militants des CSR et ce jusqu'aux années 1970.

Ce schéma parti-syndicat est entré en crise avec l'effondrement de l'URSS. Mais la CGT est loin d'avoir pour autant réglé sa crise politique. Pendant des décennies, elle a sous-traité les « *débouchés politiques* » à un parti, croyant ainsi pouvoir utiliser les institutions (députés, sénateurs, maires,... et Etat capitaliste) comme outils de transformation sociale. Mais au final, c'est bel et bien la CGT qui a impulsé les mobilisations politiques qui ont fondamentalement changé la situation sociale des travailleurs. En sous traitant le combat anti-capitaliste, elle s'est toutefois empêchée d'impulser le renversement de l'Etat capitaliste qui était pourtant l'objectif premier de l'Internationale Communiste. La construction du Socialisme, c'est à dire la gestion des outils de production (usines et services) par les travailleurs, a systématiquement été reporté à plus tard.

Malgré tous les beaux discours sur les « *débouchés politiques* », le mouvement syndical a mené le combat anti-capitaliste en 1936, en 1940-44, en 1968 mais aussi en 2010. Et il continuera de le faire.

Nous affirmons qu'il devra désormais le faire en se dotant d'une stratégie cohérente, élaborée dans ses propres rangs. L'application de la Charte d'Amiens est une condition indispensable à ce réveil politique. Car affirmer que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes* » n'est pas une déclaration de guerre aux partis politiques et aux groupes philosophiques. Mais c'est prendre conscience du fait que la révolution socialiste ne pourra aboutir que si elle est l'œuvre de la classe, c'est à dire de son organisation de masse, la Confédération. La révolution ne peut être dirigée par un parti d'avant garde, c'est désormais une évidence.

C'est donc au cœur même du mouvement syndical que les débats stratégiques doivent être menés, dans le respect des sensibilités et des tendances (autonomes des partis). Après 90 années de luttes et de réflexion, le mouvement communiste, actif dans l'action concrète de la classe, doit mener un bilan sur les outils dont il s'est doté à différentes périodes. Sinon nous ne sortirons jamais de la crise stratégique qui a empêché notre victoire en octobre 2010.

Les CSR, désormais réorganisés, se proposent d'offrir une analyse de cette longue expérience. Ils viennent d'éditer une brochure de référence qui s'appuie sur l'étude de centaines de militants. Nous vous proposons de la diffuser comme support de formation, de réflexion et de débat.

**« Le Communisme français. Des CSR au PCF »**

2 euros l'exemplaire à commander à : CSR, BP3, 31240 Saint Jean ou syndicalistes@gmail.com